

## **APPEL AU BOYCOTT DES ELECTIONS EN JUILLET ET AOUT POUR DES SCRUTINS OUVERTS EN OCTOBRE ET NOVEMBRE 2013 AU MALI**

Appel à tous les citoyens pour le boycott des élections étriquées en juillet et pour l'organisation d'élections libres, ouvertes et transparentes en octobre et novembre avec la participation de tous les citoyens désireux de faire usage de leur droit de participation au nom du sacrifice des centaines d'enfants du Mali et de celui des millions de démocrates à travers le monde depuis des siècles.

Pour permettre à chacun de comprendre ou de se faire une idée de mon combat, même pour ceux qui ont d'autres opinions, je vous livre de façon brute les raisons de mes engagements et des mes inquiétudes pour le Mali. Ceci est un appel de détresse depuis Bamako et envoyé à la terre entière.

-

A) Sur le niveau d'information, de compréhension et d'engagements des maliens et du reste du Monde engagés au cotés du Mali.

1) « Aguibou, J'ai lu ton projet. Il est bon ton projet, je suis fier de faire partie de tes amis, je te fais ce don (de 50,100, 1000 euros) malheureusement, je ne peux pas en faire en plus».

Mes amis et connaissances non maliens (Camerounais, sénégalais, autres africains, européens)

Total : 5 millions 700 cent mille FCFA de janvier à Mars 2012. Raison : Soutien nos idées après lecture de la synthèse de 30 pages du projet de société.

2) « Excellence, Monsieur le Président..., quel est ton programme économique ? Que comptes tu faire pour les jeunes. Je te soutiens. Je veux créer un comité. Peux tu me trouver un emploi. Il faut me donner de l'argent. On ne peut pas donner notre argent à un parti ou à un candidat pour se faire élire.»

Tels sont les propos de Mes contacts et « soutiens » Maliens (de l'intérieur et de l'extérieur).

Raison des dons : dépannage à titre humanitaire. Les gens ne se donnent pas la peine de lire le projet malgré nos sollicitations.

Total des dons : modique somme de 130 mille FCFA qui ne permet même pas d'organiser une conférence de presse quand il faut louer la salle, payer le déplacement et la journée des journalistes invités.

Ceux là me soutiennent, car visiblement c'est pour eux que le projet est conçu ; mais leur soutien me fait perdre de l'argent et des moyens de continuer la campagne efficacement. Alors que ce la doit être l'inverse dans tous les pays. Nous voyons les militants des partis et candidats collecter les pièces jaunes et de la petite monnaie dans les démocraties occidentales, jusqu'à gagner des outsiders que personne ne connaissait avant.

En 1991 nous payons nos déplacements de nos poches, nous payons cartes AEEM. La charte des partis est claire. Les mouvements politiques et les syndicats vivent des cotisations et dons de leurs membres. Ceci est fait pour protéger les pauvres et leur permettre de soutenir leur idées. Mais visiblement, les chômeurs, les pauvres et les jeunes préfèrent mettre 200 FCFA dans le thé, plutôt que 100 FCFA pour encourager et soutenir un projet sincère fait pour tout le monde.

3) «Aguibou, tu es fou. Tu n'as aucune chance. Tu ne connais pas les maliens. Tu n'es pas au pouvoir. Moi je suis membre de tel ou tel parti. J'ai organisé un match pour plus de 1 million pour les jeunes de mon quartier. Le président de mon parti est venu féliciter. J'ai contribué pour plus de 5 millions à la campagne de mon parti.... »

De l'autre côté, tels sont les propos de certains de mes amis, familles et anciens camarades maliens. Ceux là me combattent et s'opposent depuis son annonce il y a 5 ans. Ils ont raison. Leur soutien est lié à la quête de postes juteux dans lesquels ils volent impunément depuis des années. Ils me connaissent par le passé. Pour corruption ou collusion le pouvoir, j'en ai fait exclure personnellement de la direction et des comités AEEM entre 1991 et 1993.

B) - Le niveau d'ouverture face à l'histoire du Mali sur les cinq derniers siècles.

4) Pour les parrainages c'est encore plus grave. Le Mali n'a plus de députés élus depuis plus d'un an. Ceux qui sont au parlement le sont grâce à un décret du gouvernement de transition et de la CDEAO.

Pour être candidat, il faut faire allégeance aux mêmes quatre partis au pouvoir depuis 20 ans et responsables de la corruption et de la crise politique.

J'ai dépensé beaucoup d'argent, d'efforts physiques sans compter pour le pays en 91, 93, et mars 2012. Comme pendant les journées sanglantes du 22, 23, 24, 25 mars 1991 pour amener la démocratie sans parrainage du pouvoir sortant, quand les armes crépitaient et que la classe politique était en fuite en mars 2012, sur sollicitation des protagonistes, nous avons joué au pompier pour ramener le calme à Bamako. C'est après cela que les mêmes sont revenus au pouvoir en étant plus sectaire qu'avant. Nous ne sommes pas allés à Ouagadougou. Nous n'avons jamais demandé ni bénéficié du moindre remboursement de l'argent que nous avons mis dans nos déplacements et dans la communication à Bamako à un moment où il était risqué de sortir dans la rue.

5) La dictature, les brimades et les exclusions arbitraires ont commencé dès la prise de fonction du premier gouvernement démocratiquement élu. Soit on adhère au parti au pouvoir avec les avantages financiers ou on était exclu. De nombreuses vies ont été brisées. C'est ainsi que sur Arrêté du Ministre, j'ai été arbitrairement renvoyé de la deuxième année avec 11,87 de moyenne pour me retrouver en première année à l'ENPT une école de technicien en télécommunication en 1992. Je n'étais que le Secrétaire Général du Bureau de Coordination élu à l'unanimité par le premier congrès extraordinaire d'avril 1992. Je me suis engagé à remplir les fonctions et d'être responsable devant le congrès et l'AEEM, en retour en ma qualité de président de la commission spéciale du Nord, j'ai demandé au congrès d'écrire le nom d'un ami ressortissant du Nord pour montrer à la face du Monde que la jeunesse n'était ni raciste ni sectaire. Je crois avoir bien rempli ma mission car même aujourd'hui l'opinion nationale et internationale ignore cet épisode pourtant clair et officiel de la vie politique du Mali. Pendant mon mandat caché et bien documenté à la tête de l'AEEM, j'ai engagé l'AEEM à soutenir toutes les causes comme celles des commerçants en 1992, ou des écoles medersa et de la possibilité d'intégrer les diplômés de ces écoles dans la fonction publique moyennant une réadaptation des programmes scolaires et universitaires de ces dites écoles. Je dois remercier le congrès, tous les membres du Bureau de coordination de l'époque et celui qui a porté le titre à ma place pour la discrétion et la qualité du travail d'équipe accompli au service de l'Unité et de la paix du Mali. Je remercie l'ensemble des dignitaires et ressortissants Touaregs et arabes pour m'avoir ouvert leur maison et aidé à prendre conscience de leur situation semblable à celle de tous les autres peuples rassemblés dans la colonie du Soudan en 1991 après de dix ans de guerre et de ravages sans précédent ni pareil dans notre histoire en Afrique.

6) Mes efforts et sacrifices pour l'AEEM, le peuple et la démocratie sont bien documentés y compris dans les archives de l'Assemblée nationale. Chacun peut le vérifier également auprès de la population témoin des journées de cauchemar que nous avons vécu en

mars. C'est une longue histoire, mais on m'a vu seul dans les rues de Bamako lâché par mes camarades. Là encore comme le 24 mars 1991, après le massacre de ceux qui devaient aller creuser les tombes pour les corps qui s'entassaient et pourrissaient dans les morgues débordées ; et face à la menace de grève des médecins, j'ai été obligé malgré la peur de sortir tout seul dans les rues de Bamako. Ce jour là il y avait plus de mille personnes à l'hôpital, mais face à l'état d'urgence, même les ambulanciers de la croix rouge ont refusé de m'accompagner. Tout le monde m'a traité de fou et donné pour mort. De la salle des urgences jusqu'au goudron de l'hôpital, je ne me suis pas retourné mais je caressais l'espoir qu'au moins un seul de mes camarades qui se battaient pour parler devant la foule quelques minutes plutôt, accepterait de m'accompagner. Mais personne ne m'a suivi. J'avais peur aussi mais en tant que premier responsable désigné du Mouvement je n'avais pas le choix.

7) Plus tard à la chute de la dictature, sous ma responsabilité et sur initiative personnelle, les élèves et étudiants ont ramassé les objets volés en les rassemblant dans les écoles pour que chacun vienne chercher ses biens. Les élèves et étudiants des comités de crise ont également assuré pendant des semaines la sécurité y compris à la circulation et au grand marché de Bamako ; pendant un mois on ne pouvait voir d'hommes en tenue dans les rues de Bamako.

8) Pendant les événements du 5 avril 1993 qui a vu l'incendie de l'assemblée neuf (9) mois seulement après son élection par les élèves et étudiants, le peuple malien n'a entendu que moi ; car en tant que secrétaire général effectif, président du bureau de crise mise en place le 20 mars après le comité directeur du 17 mars, et en tant que fondateur sur initiative personnelle des comités dans les quartiers en février 1991 pour nous éviter de subir le sort de Abdoul Karim Camara dit Kabral, Ibrahim Thiocary et de l'UNEEM, j'ai négocié et travaillé avec le président de la république et ensemble nous avons pu sauver l'année scolaire perturbée depuis des mois par le problème de l'IPR de Katibougou. L'opposition est entrée pour la première fois dans le gouvernement à la suite de ces événements. J'avais conduit une délégation pour rencontrer les responsables des partis membre du mouvement ADEAM, CNID, de l'US RDA et du PSP pour qu'ils aillent ensemble aux élections avec des listes communes afin de disposer d'un réseau de cadre suffisant sur lequel s'appuyer et pour se mettre à l'abri de l'apport des anciens cadres du parti unique qui risqueraient de provoquer une guerre de chefs dans les différentes formations politiques du mouvement démocratique qui compromettrait les acquis de la révolution.

9) Pendant les événements, avec le bureau nous avons la responsabilité non prévue au départ, de fournir médicaments (de l'aspirine à la morphine pour blessés de guerre) et nourriture à des milliers de blessés. Là encore sous ma responsabilité directe. Nous avons la responsabilité du pays dès le matin du 22 mars 1991. Les victimes et les parents n'avaient d'autre choix que s'adresser à moi. J'ai vu certains de mes camarades mourir dans mes bras. J'ai obtenu l'engagement de l'UNTM, la création de ce qu'on appelle aujourd'hui le Mouvement démocratique qui sera rejoint par l'armée le 25 mars, et la grève générale illimitées des travailleurs du Mali ce matin là, et je l'ai annoncé moi même dans les rues de Bamako avant que nous prenions le contrôle de l'ORTM le soir du 24 mars après l'enterrement des camarades au carré des martyrs creusé par les populations des quartiers riverains à ma demande. A la population de Bamako je resterai éternellement reconnaissant comme je resterai éternellement reconnaissant au nom de ma mère et de ma famille aux martyrs pour avoir veillé sur moi.

10) L'exil le 22 décembre 1993, c'est la seule option qu'on m'a laissé à la fin de l'année 1993. C'était à la demande de tous les acteurs impliqués y compris l'AEEM et le président de la république. Tous étaient unanimes que je ne pouvais pas étudier au Mali. Je voulais aller à l'ENA, refus, dans un pays voisin. En Côte d'Ivoire, refus, au Sénégal refus, alors ce fut la France dans des conditions que je ne devais pas révéler à mes camarades ni aux enseignants de l'UTC de Compiègne à la demande de son président qui en avait reçu l'ordre de l'Élysée.

Les arrestations arbitraires et l'année blanche. A l'UTC de Compiègne en France, j'ai dû reprendre les études comme un nouveau bachelier cinq ans mon bac en février 1994. Au moment même où mes camarades de l'AEEM furent arrêtés et arbitrairement détenus pendant six mois avec une année blanche pénible pour les élèves et étudiants et dévastatrice pour l'école publique qui sera délaissée au profit d'écoles privées dont la majorité aussi infernale pour les enfants que pour les enseignants désormais à la merci des promoteurs voraces ne voyant que le profit au détriment de la qualité.

11) Le sacrifice de ma vie de famille et de mes enfants, les centaines de millions d'investissements ces 15 dernières années au Mali et au Sénégal, ne représentent rien à côté du sacrifice suprême de ceux qui sont morts dans mes bras, le sourire aux lèvres, et les mots d'encouragements avec la confiance que la victoire était assurée. La certitude de la victoire était également l'avis du bureau de coordination réunis le 22 mars à 18h à côté de l'école de Bozola, ce même jour au même moment on comptabilisait 76 morts à Bamako. Les quatre jours ont enregistré la mort de plus de deux cents camarades et le traumatisme de milliers de personnes à Bamako et à travers le Mali.

11) L'histoire. Quand vous arrivez à Kebla sur la route de Kolondiéba, il y a une petite clairière appelée « Tiè bi fouka » (La claire où les hommes sont tombés). C'est là à la fin du 19ème siècle, le jour de l'attaque surprise et l'incendie du Palais de Kébla, que les troupes du Tiendougou qui se battaient à Fadiè (le village natal de ma mère dans l'État du Shankadougou) ont pris la décision arrivée sur place, de s'attacher les ceintures pour se battre jusqu'à la mort pour donner le temps aux cadets dans chaque famille, de rentrer dans son village afin de mettre les femmes, les enfants et les vieilles personnes à l'abri. 7 ans de guerre, voilà ce que nous avons fait face à l'intégrisme religieux le plus dévastateur et le plus cruel dans l'histoire du Mali. Des femmes enceintes éventrées, le bétail, l'or et l'argent pillés, les maisons incendiées au nom du coran. Les troupes coloniales qui étaient à Bougouni depuis 1891, ne sont arrivées à Zantiégougou et à Zantiébougou et à Kebla qu'en 1998 en même temps que Sikasso tenu vaillamment par Tièba et Babemba TRAORE nos alliés et nos frères avec lesquels nous avons tenu tête à la folie meurtrière de celui apparaît aujourd'hui comme un héros de la nation au nom de la « politique de la terre brûlée » enseignée à tous les écoliers du Mali depuis l'indépendance, et qui a ses statuts à Bamako à côté de ses faux ennemis et de ses vrais alliés coloniaux qui viendront le récupérer pour l'amener dans un exil doré au Gabon une semaine après qu'il ait perdu ses derniers combattants de mercenaires assoiffés d'argent à Tiendaga dans le Tiendougou après avoir déterré les tombes fraîches pour s'accaparer du linceul des victimes de variole.

Je suis un descendant de Samba Ouodjama et de Kebla Tenimakan et l'un des milliers d'héritiers au trône jamais vacant du Tiendougou. Je suis surtout l'un des descendants des sacrifiés au même titre que de ceux qui furent sauvés pour mettre la Famille à l'abri.

12) Du 17ème siècle jusqu'à la fin des années 1980, Tiendougou l'un des plus grands États du Mali était un territoire sûr pour les personnes et les biens. Nous laissons nos

récoltes sans surveillance dans les champs pendant toute l'année. En 1982 le parti unique au pouvoir a fait arrêter et emprisonné arbitrairement pendant des mois tous les vieux et membres du conseil du Tiendougou. Certains sont morts en prison. Notre seul tort était d'avoir ligoté et frappé un voleur de bétail qui malheureusement avait des appuis politiques à Bamako.

13) Je me suis engagé comme candidat devant l'assemblée extraordinaire des 77 localités du Tiendougou le 10 avril 2009 pour être candidat et de me battre pour la reconnaissance au sein du Mali des anciens États qui représentent l'Afrique réelle et ses valeurs de liberté, de prospérité et de bien-être pour la famille en tant qu'instrument et en tant qu'institution au détriment de l'individualisme méthodologique et instrumental de la culture occidentale ou orientale. J'ai rencontré et obtenu le soutien du KénéDougou en faisant le même serment face aux descendants de Tièba et de Babemba et des trois autres familles à Sikasso en février de 2012. J'ai fait le même serment à d'autres autorités traditionnelles et religieuses du Macina, du Shankadougou, du Mandé, de Bamako et d'ailleurs.

14) 19 ans d'exil et de voyage à travers l'Europe, l'Afrique et l'Amérique m'ont convaincu qu'il y avait une place pour le mariage de nos cultures et de ceux importés au bénéfice du Mali, de l'Afrique et du Monde. La présidence n'est qu'une infime partie non négligeable de ce vaste agenda ouvert pour nous et pour les générations à venir.

15) Après avoir dépensé des centaines de millions dans la campagne et une partie dans la gestion de la crise aux côtés des populations, je marche à Pied aujourd'hui alors qu'il y a un an je roulais en voiture avec chauffeur. Je n'ai pas vu mes enfants qui vivent à Paris et à Brazzaville ou ma mère qui vit à Zandièla depuis un an et demi ; car comme le 21 mars 2012 me l'a prouvé malgré l'indifférence, le dénigrement et le mépris dont je suis l'objet en temps de fête, même cette classe politique tant décriée et cette armée à l'abandon pouvaient compter sur moi en temps de crise. Alors il m'était difficile de bouger de Bamako dans la peur d'une crise grave à mon absence. Ce n'est pas pour eux que j'agis, mais pour la patrie, comme chacun ne cesse de me le répéter.

16) Si je m'oppose et appelle au boycott des élections en juillet c'est par amour de la patrie, des pauvres gens écartés de la république, du débat et de participation démocratique pour l'absence de bulletin, pour cause de pluie ininterrompue en juillet et août dans tout le sud du Mali, et pour cause d'indisponibilité de 70% des maliens qui travaillent sans relâche possible dans les champs et qui vont devoir payer les impôts dès la fin des récoltes et la vente du coton du mil et du riz et autres denrées indispensables aux maliens dans les campagnes comme dans les villes.

17) Je m'oppose même si je suis seul aujourd'hui comme dans les rues en 1991, dans les médias en 93 et dans les rues encore en 2012 bravant les balles et me faulant incognito à travers les barrages de l'armée déchirés par des querelles fratricides encouragées par des gens qui ignorent qu'au final ce sont nos enfants à tous qui vont hériter d'un pays en lambeaux si nous ne faisons pas des efforts surhumains pour arrêter la corruption, la trahison et la dictature.

Je sais qu'au final je peux toujours compter sur le peuple stoïque et courageux du Mali honnête qui n'a jamais donné sa bénédiction à ce pouvoir corrompu depuis le début comme en témoigne le faible taux de mobilisation et le rejet global de la classe politique depuis des décennies.

18) Aucun des candidats ou chefs de partis qu'il soit de l'aéem ou du mouvement démocratique n'était dans la rue en mars 1991. Aucun n'a eu à subir et assumer la

responsabilité face aux mères qui assistaient à l'agonie et la fin de vie de leur enfants. Aucun d'eux n'est comptable face aux camarades des comités de crise, des femmes de Bamako et des populations autant que je le suis. Je n'ai pas d'autre choix. Le sacrifice de ma famille me pèse mais un Mali chaotique pèsera encore plus pour les enfants entachés à ma ceinture et à celle de mes frères du Mali quelque soit l'origine, les convictions et les trahisons.

19) Je ne suis pas seulement un militant, ou l'un des pères de la démocratie malienne de 1991. Je suis un descendant de Kebila Tenimakan. Sokolo Koné la mère du roi Diata du Mandé est membre de ma famille comme on me l'a enseigné comme à tous les princes du Tiendougou depuis des siècles. Je suis le descendants des rois peuls Diakité tout comme des Coulibaly premiers habitants et fondateurs de Banimotié, des rois du Sankadougou et de bien d'autres Etats encore, et par ricochet de tous les anciens et authentiques États qui ont sacrifié leurs enfants pour préserver notre indépendance face aux assauts combinés des troupes coloniales et des intégristes religieux à la fin du 19ème siècle.

20) Par cet exposé, je veux au nom de tous ce qui ne peuvent s'exprimer aujourd'hui faire part de la très vive préoccupation de nombreux maliens face à la violation du pacte de vie commune en société comme au sein de la république qui se veut démocratique. Une dictature ne prétend pas être élu par le peuple, or c'est le cas de l'assemblée nationale et des institutions du Mali. Que chacun sache que la majorité des maliens est l'otage de ceux qui ont fait un pacte avec le diable et sont prêts à retourner nos armes contre quiconque ose défier ou s'opposer à la trahison, au vol et à l'impunité organisés par les formations politiques qui se partagent le pouvoir avec une opposition bien en leur solde.

21) J'en appelle à tous les démocrates, à toutes les organisations nationales et internationales de défense de la démocratie, de la liberté et du droit des individus et des peuples à s'intéresser au Mali et à intervenir afin d'éviter au Mali la trahison et le crime que les mêmes qui ont massacrés les maliens en 1991 et brimés les opposants pendant ces vingt dernières années, s'apprêtent à commettre au nom des maliens leurs victimes. Le Mali doit voter au plus vite mais au plus vite pour les maliens c'est en octobre et pas avant. Nous nous opposons fermement avec toute la force de l'âme à la perversion des valeurs et des idéaux de nos ancêtres, des pères fondateurs de la démocratie dans le monde et de nos camarades sacrifiés par la dictature et la soif du pouvoir et de confort mal acquis de certains maliens en mars 1991. Nous avons besoin de vraies élections après un débat sincère permettant de souder les maliens et de dessiner un autre avenir serein et prometteur pour nos enfants loin de la guerre, du vol et de la division.

Fait à Bamako le 4 juillet 2013

**Aguibou KONE, Candidat à l'élection présidentielle du Mali, Président du Mouvement A Yèlè (OUVRIR), Président du Bureau de Coordination de crise de mars 1991 de l'A.E.E.M, Membre fondateur du Mouvement démocratique malien, Président de la Commission spéciale de l'A.E.E.M sur le conflit du Nord de 1991 à 1992. Bamako, Mali.**